fr

Press release | 23.05.2013

UE- Bangladesh

Priorité aux droits des travailleurs

Suite aux inacceptables accidents dans des ateliers textiles au Bangladesh, le Parlement européen a adopté une résolution sur les conditions de travail, normes de santé et de sécurité, au Bangladesh.

Pour **Malika BENARAB-ATTOU**, Eurodéputée les Verts/Ale, membre de la Commission Emploi et affaires sociales, en charge, pour le groupe des Verts, du rapport sur la Responsabilité Sociale des entreprises (RSE) :

"Je transmets mes sincères condoléances aux victimes du libéralisme sauvage. Le Parlement prend aujourd'hui une position ferme vis-à-vis du Bangladesh en demandant à la Commission européenne d'évaluer le respect des conventions de l'Organisation International du Travail par le Bangladesh, et de remettre en cause le système de préférence généralisée -tarifs préférentiels- en cas de violations de ces conventions.

Dans le même esprit, les eurodéputés soutiennent l'idée de créer un 'label social', avec la participation des ONGs, de la Commission européenne et des parties concernées; qui permettrait de certifier qu'un produit ait été fabriqué pour les multinationales dans le respect des standards de l'OIT. Il conviendra pour cela qu'un contrôle effectif puisse être mis en œuvre.

Cependant, notre groupe n'a pas réussi à imposer la nécessité d'une clause contraignante en matière de RSE pour tous les accords bilatéraux signés par l'UE. L'Union européenne n'a pas encore de stratégie globale pour un commerce plus équitable et responsable écologiquement ! Pour une plus grande cohérence de ses politiques et afin de limiter le risque de délocalisations des entreprises textiles du Bangladesh, qui l'appauvriraient encore, l'UE doit appliquer sa politique en faveur des droits de l'homme à l'ensemble des pays avec lesquels elle a signé des accords commerciaux, et mettre en place une législation contraignant les multinationales à être transparentes quant à leur impact social à chaque étape de leur chaine de production."

Pour **Karima DELLI**, députée européenne Europe Ecologie – Les Verts, membre de la commission de l'Emploi et des affaires sociales, et rapporteuse du Parlement européen sur la Stratégie européenne pour la santé et la sécurité au travail :

« Plus de 1 100 morts ! Voilà le chiffre macabre qu'il a fallu attendre pour que l'opinion internationale s'intéresse enfin au sort des ouvrières et des ouvriers du Bangladesh. Il a fallu la catastrophe du Rana Plaza pour qu'en Europe on s'intéresse enfin à d'autres chiffres que celui de « seulement 20 euros » pour avoir une robe ou une veste tendance chez telle ou telle marque.

Jusqu'à quand les ouvriers d'Asie vont-ils se faire exploiter dans des conditions d'esclavage moderne ? Le profit des multinationales ne peut continuer à se bâtir sur les drames des uns et les portefeuilles des autres. Les grandes enseignes, mises au pied du mur, disent avoir signé un accord qui devrait améliorer les conditions de travail des ouvriers. Cela ne suffit pas !

Il faut changer la législation européenne pour rendre les maisons-mères responsables des pratiques indignes de leurs sous-traitants. On fera d'une pierre deux coups, en évitant toute délocalisation de la production vers des pays où les conditions de travail sont encore plus dures. »

Recommended

Press release



[Ukrainian children in Russia: Parliament to call for u…]

11.11.2026

Press release



[Greens/EFA in Vilnius: Lithuanian Presidency must lead…]

05.11.2026

Press release

@gettysignature



[U-turn by Conservatives and Social Democrats Puts Jobs…]

04.11.2026

Press release

Image by joakant from Pixabay



[The World must triple efforts to save nature]

29.10.2026

Responsible MEPs



Karima Delli

Member

Please share

- E-Mail